



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

Unité bi-départementale
Calvados Manche
N/Réf. : 14/API - 2023 - 115

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE RELATIF A
L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE GALVANISATION A CHAUD**

SOCIÉTÉ CSE LICHTGITTER

Commune de Glos

LE PRÉFET DU CALVADOS

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite IED ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Calvados ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à

autorisation ;

- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »
- Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;
- Vu l'avis du maire de Glos du 5 janvier 2022 sur la remise en état du site lors de l'arrêt de l'installation ;
- Vu la demande du 9 mars 2022, présentée par la société CSE LICHTGITTER, dont le siège social est situé au 1776 boulevard Jean-Charles Contel – pôle d'activités les Hauts de Glos – 14 100 GLOS, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de galvanisation à chaud, 14 100 GLOS, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du Code de l'environnement ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;
- Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) n°2022-4533 en date du 9 septembre 2022 portant avis sur la construction d'une installation de galvanisation sise 1776 boulevard Jean-Charles Contel – pôle d'activités les Hauts de Glos – 14 100 GLOS ;
- Vu le permis de construire (référence PC n° 014 303 2200004) délivré par la mairie de Glos le 6 juillet 2022 ;
- Vu la décision en date du 24 octobre 2022 du président du tribunal administratif de Caen, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu la demande du pétitionnaire du 16 novembre 2022 demandant la réalisation de travaux anticipés (décapage de terrain) sur le territoire de la commune de de Glos ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique unique du 19 décembre 2022 au 24 janvier 2023 inclus sur le territoire de la commune de de Glos ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu la publication en date du 2 décembre 2022 et du 20 décembre 2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 31 janvier 2023 autorisant la réalisation de travaux anticipés (décapage de terrain) sur le territoire de la commune de Glos ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

- Vu la consultation du public et les avis recueillis ;
- Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Glos du 16 décembre 2022 (émis par anticipation), de Hermival-les-Vaux du 17 janvier 2023, de Le Mesnil Guillaume du 23 janvier 2023 ;
- Vu la délibération de la commune de Courtonne-la-Meurdrac du 1^{er} février 2023, qui refuse de donner un avis qui ne peut reposer sur aucun argument technique validé par une expertise,
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 15 février 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 9 mars 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 10 mars 2023 à la connaissance du demandeur ;
- Vu le courriel du pétitionnaire CSE LICHTGITTER, en date du 13 mars 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant les mesures d'évitement, réduction et de suivi prévues par le pétitionnaire ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados ;

ARRÊTE

Sommaire

Titre 1 Portée de l'autorisation et conditions générales.....	7
Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	7
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	7
1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations.....	7
1.1.3 Autorisations embarquées.....	7
1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	7
Article 1.2 Nature des installations.....	8
1.2.1 Réglementation IED.....	8
1.2.2 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen.....	9
1.2.3 Consistance des installations.....	9
Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	10
Article 1.4 Modifications et cessation d'activité.....	10
1.4.1 Modifications - Porter à connaissance.....	10
1.4.2 Transfert sur un autre emplacement.....	10
1.4.3 Transfert d'autorisation - changement d'exploitant.....	10
1.4.4 Cessation d'activité.....	11
Article 1.5 Garanties financières.....	11
1.5.1 Montant des garanties financières.....	11
1.5.2 Etablissement des garanties financières.....	11
Article 1.6 Réglementation applicable.....	11
Article 1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	12
Article 1.8 Objectifs généraux.....	12
Article 1.9 Consignes.....	13
Article 1.10 Rapport d'incident ou d'accident.....	13
Titre 2 Protection de la qualité de l'air.....	14
Article 2.1 Conception des installations.....	14
2.1.1 Conduits et installations raccordées.....	14
2.1.2 Conditions générales de rejet.....	14
Article 2.2 Limitation des rejets.....	14
2.2.1 Dispositions générales.....	14
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	15
Article 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	16
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	16
En fonction des résultats de la surveillance atmosphérique, les fréquences pourront être adaptées.....	16
2.3.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	16
2.3.3 Surveillance environnementale.....	16
Titre 3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	17
Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	17
Article 3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet.....	17
3.2.1 Points de rejet.....	17
3.2.2 Dispositions générales.....	17
3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	18
3.2.4 Consommation d'eau spécifique.....	20
3.2.5 Plan des réseaux.....	20

Article 3.3 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	20
3.3.1 Surveillance des sols.....	20
3.3.2 Surveillance des eaux de surface.....	21
Titre 4 Autorisations embarquées et mesures compensatoires.....	22
Article 4.1 Mesures compensatoires non liées à des autorisations embarquées.....	22
4.1.1 Mesures d'évitement.....	22
4.1.2 Mesures de réduction.....	22
Article 4.2 Suivi des mesures.....	23
Titre 5 Protection du cadre de vie.....	24
Article 5.1 Niveaux acoustiques.....	24
5.1.1 Valeurs Limites d'émergence.....	24
5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	24
Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	24
Article 5.3 Limitation des émissions lumineuses.....	24
Article 5.4 Insertion paysagère.....	24
Titre 6 Prévention des risques technologiques.....	25
Article 6.1 Conception des installations.....	25
6.1.1 Organisation générale de l'établissement.....	25
6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu.....	25
6.1.3 Désenfumage.....	26
6.1.4 Organisation des stockages.....	26
6.1.5 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	26
6.1.6 Installations électriques.....	26
6.1.7 Contrôle électrique et de terre.....	27
6.1.8 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	27
6.1.9 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	27
6.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses.....	28
Article 6.2 Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	28
6.2.1 Localisation des risques.....	28
6.2.2 Dispositions générales.....	28
6.2.3 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	29
6.2.4 Dispositions d'exploitation.....	29
Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	31
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	31
6.3.2 Plan d'intervention.....	32
Titre 7 Prévention et gestion des déchets.....	33
Article 7.1 Conception des installations.....	33
Article 7.2 Production de déchets sur site.....	33
Article 7.3 Limitation du stockage sur site.....	33
Titre 8 Surveillance des émissions et de leurs effets.....	34
Article 8.1 Principes de l'autosurveillance.....	34
Article 8.2 Mesures comparatives.....	34
Article 8.3 Contenu du programme d'autosurveillance.....	34
8.3.1 Dispositions générales.....	34
8.3.2 Autosurveillance des eaux de process.....	34
8.3.3 Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	35
8.3.4 Autosurveillance des prélèvements d'eau.....	35
8.3.5 Autosurveillance des eaux pluviales.....	35
8.3.6 Autosurveillance des niveaux sonores.....	35
8.3.7 Autosurveillance des sols.....	35
8.3.8 Autosurveillance des mesures d'évitement, de réduction et de suivi.....	36

Article 8.4 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	36
Article 8.5 Déclaration GEREPE.....	36
Article 8.6 Bilan environnemental (IED).....	36
Titre 9 Dispositions finales.....	37
Article 9.1 Caducité.....	37
Article 9.2 Délais et voies de recours.....	37
Article 9.3 Publicité.....	37
Article 9.4 Exécution.....	37

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CSE LICHTGITTER, SIRET 328 860 325 00047, dont le siège social est situé à 1776 boulevard Jean-Charles Contel – pôle d'activités les Hauts de Glos – 14100 GLOS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Glos, au 1776 boulevard Jean-Charles Contel – pôle d'activités les Hauts de Glos – 14100 GLOS (coordonnées Lambert 93 : X= 503 670m et Y= 6 897 045m), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Communes	Section	Parcelle
Glos	A	462 (partiel)
Glos	A	567 (partiel)
Glos	A	574
Glos	A	577
Glos	A	579
Glos	A	580
Glos	A	582 (partiel)

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 31 780m².

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rub. ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
3230-c (rubrique principale)	Transformation des métaux ferreux : Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure (A)	Capacité de 45 000 tonnes/an soit 9 t / h.	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	9 cuves de capacité unitaire de 41 m ³ : 2 cuves de dégraissage alcalin (*) 6 cuves de décapage (**) 1 cuve de fluxage (***) (*) mention de danger : H290, H314, H318, H412 (**) mention de danger : H290, H314, H318, H335 (***) mention de danger : H302, H314, H335, H410	A

Rub. ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
		Soit un volume total de 369 m ³ Les bains sont aqueux sans solvants	
2567-1a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1 000 l (A)	Creuset de 41 000 litres	A
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (A) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	Bain de fluxage (***) : 53 tonnes (***) mention de danger : H302, H314, H335, H410 Stockage matières premières de fluxage : 5 tonnes Capacité maximale de 80 tonnes	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique IOTA (avec alinéa)	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (détailler)	Régime (*)
2.1.5.0-2	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface totale du site CSE LICHTGITTER est de 2,6 ha, aucun autre écoulement n'est intercepté, les eaux pluviales du site LE CAILLEBOTIS DIAMOND étant collectées et rejetées par un réseau distinct. Les eaux pluviales seront rejetées, après traitement, dans la noue située au nord du site.	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique **3230** relative à la transformation des métaux ferreux par application de couches de protection en fusion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FMP (transformation de métaux ferreux).

1.2.2 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L.515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement.

• Réexamen périodique :

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux », conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux » ont été publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles

applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

- Réexamen particulier :

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'alinéa précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

- En cas de demande de dérogation

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement définissant les valeurs limites d'émission, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

1.2.3 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Lieu	Activité
Bâtiment industriel	1 hall de stockage amont (pour le matériel noir à traiter)
	1 hall de fabrication (zone process) en parois REI 120 comprenant : <ul style="list-style-type: none">- une ligne de prétraitement avec 13 cuves de 41m³ ;- un creuset de galvanisation de 41m³ (avec zinc en fusion) ;- différentes utilités (local cuves d'acides, local filtres à manches, local chaudière, station de traitement du bain de fluxage...)
	1 hall de stockage aval (pour le matériel blanc traité)
	1 zone de bureaux, laboratoire, local maintenance, local transformateur

Le plan des installations figure en annexe 1 du présent arrêté préfectoral.

La chaudière au gaz naturel, d'une puissance thermique de 620 kW, assure la chauffe des bains actifs du prétraitement.

Le groupe électrogène, d'une puissance maximale de 660 kW (fonctionnant au GNR), assure la sécurisation électrique des installations industrielles en cas de coupure d'électricité.

Le bain de galvanisation (au zinc) est chauffé par énergie électrique.

La zone de charges des accumulateurs électriques, d'une puissance totale de 48kW, assure la charge des chariots électriques.

Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploités et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des

mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 1.4 Modifications et cessation d'activité

1.4.1 Modifications - Porter à connaissance

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

A l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R.515-86 du code de l'environnement.

S'il ne remet pas concomitamment ou n'a pas remis une étude de dangers, l'exploitant précise par ailleurs par écrit au préfet la description sommaire de l'environnement immédiat du site, en particulier les éléments susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un accident majeur par effet domino, ainsi que les informations disponibles sur les sites industriels et établissements voisins, zones et aménagements pouvant être impliqués dans de tels effets domino.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.

1.4.2 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au point 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou déclaration.

1.4.3 Transfert d'autorisation - changement d'exploitant

Le transfert de l'autorisation fait l'objet d'une demande d'autorisation adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, en application de l'article R.516-1 du Code de l'environnement. Cette demande à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.4.4 Cessation d'activité

Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, la cessation définitive des activités est effectuée conformément aux dispositions des articles R.512-39 à R.512-39-3bis et R.515-75 du code de l'environnement, dans leur version en vigueur à compter du 1^{er} juin 2022. Dans ce cadre :

- le périmètre IED est celui décrit dans le rapport KALIES KAR21.22 version 1 du 18/02/22. Il correspond à la zone du bâtiment dédiée au process de galvanisation comprenant : la ligne de prétraitement, l'aire de dépotage d'acide chlorhydrique, le local de stockage d'acide chlorhydrique, le local de stockage des matières premières, le local de traitement du bain de fluxage et le creuset de galvanisation ;
- l'usage futur des terrains libérés est déterminé conformément aux dispositions de l'article R.512-39-2 du même code ; cet usage étant au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base prévu par le 3^o du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ;

- l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du décembre 2008 modifié dit CLP ;
- en cas de pollution significative du sol ou des eaux souterraines, par les substances ou mélanges dangereux visés ci-dessus, intervenue depuis l'établissement KALIES KAR21.22 version 1 du 18/02/22, le cas échéant du rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose dans sa notification de cessation définitive d'activité, les mesures de remise en état du site permettant l'usage futur déterminé, en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées ;
- l'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

Le plan du périmètre IED figure en annexe 2 du présent arrêté préfectoral.

Article 1.5 Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 3230, 3260 et 2567.

Le montant des garanties financières à constituer est de **682 963 euros TTC**.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 7.3 du présent arrêté.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01,
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 Etablissement des garanties financières

Avant la mise en service de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.6 Règlementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
31/03/1980	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Dates	Textes
02/02/1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
30/06/2006	Arrêté relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées
31/01/2008	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
07/07/2009	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
04/10/2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/02/2012	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement
31/05/2012	Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
28/04/2014	Arrêté relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version à jour de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.8 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies dans le présent arrêté ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.9 Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 2.1,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 1.10 Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

Article 2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance électrique maximale	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Ligne de pré-traitement de surface	55 kW	Laveur de gaz intégré
Conduit N° 2	Ligne de galvanisation	75 kW	Filtres à manches

La ligne de prétraitement de surface est équipée d'un laveur à eau (pour les vapeurs de HCl et les poussières de métaux).

La ligne de galvanisation est équipée d'un système de filtres à manches (pour les poussières de zinc).

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	19	1,2	50 000	14
Conduit N° 2	19	1,0	50 000	18

Le plan des conduits de rejet figure en annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

Article 2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1 : ligne de pré-traitement		
		Concentration mg/Nm ³	flux	
			Kg/h	T/an
Acidité totale exprimée en H		0,5	0,03	0,14
Alcalins, exprimés en OH		10	0,5	2,77
NOx, exprimés en NO ₂		200	10	55,4
SO ₂		30	1,5	8,32
NH ₃		30	1,5	8,32
HCl	7647-01-0	5	0,25	1,4
Zn	7440-66-6	0,01	0,001	0,003

Paramètre	Conduit n°2 : ligne de galvanisation		
	Concentration mg/Nm ³	flux	
		Kg/h	T/an
Poussières totales	5	0,25	1,39
HCl	2	0,1	0,55
Rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés	0,1	0,005	0,03
Rejets d'arsenic, sélénium et tellure et de leurs composés	1	0,05	0,28
Rejets de plomb et de ses composés	1	0,05	0,28
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés	5	0,25	1,39

Les événements des 3 cuves de stockage d'acide chlorhydrique (neuf et usagé) sont raccordés au laveur de gaz préalablement au rejet extérieur.

Article 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	Continu	Oui	Annuelle
O ₂	Continu	Oui	Annuelle
Poussières	Continu	Oui	Annuelle
Métaux (Cd, Sb, Pb, Cu, Sn, Zn)	Trimestriel	Oui	Annuelle
HCl	Trimestriel	Oui	Annuelle
SO ₂	Trimestriel	Oui	Annuelle
NO _x	Trimestriel	Oui	Annuelle

En fonction des résultats de la surveillance atmosphérique, les fréquences pourront être adaptées.

2.3.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

2.3.3 Surveillance environnementale

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant mis en oeuvre la stratégie de surveillance des rejets dans l'environnement qu'il va mettre en place.

La surveillance environnementale au sein de la population générale et des travailleurs tiers de la zone doit s'effectuer en priorité sur les matrices air et sol (voie inhalation et ingestion) conformément aux éléments issus de l'évaluation des risques sanitaires contenus dans l'étude d'impact.

Cette surveillance porte sur les paramètres identifiés au paragraphe 2.3.1. du présent arrêté.

Cette surveillance suit les recommandations du guide INERIS de décembre 2021 de surveillance dans l'air autour des ICPE.

Les résultats d'interprétation commentés au regard des conditions d'exploitation sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

TITRE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel estimé (m³)	Débit maximal journalier (m³)
Réseau d'eau public	Glos	2300	100

Les principaux usages de l'eau du réseau AEP sont : les sanitaires, le laveur de gaz de la ligne de pré-traitement et l'alimentation du process.

Article 3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc..

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	503 674 m	6 897 039 m	Eaux usées domestiques (sanitaires)	STEP de Lisieux	Milieu naturel (La Touques)	Convention de rejet
Pt N°2	503 700 m	6 897 163 m	Eaux pluviales (voiries, toitures, aires chargement/déchargement des camions, aires de stockage, parkings...)	Passage des eaux par un bassin de pré-traitement d'un volume de 66m3 puis passage dans un bassin de traitement d'un volume 660m3 puis passage dans un séparateur hydrocarbure (10 l/s) avant rejet dans la noue publique	Milieu naturel (noue publique)	SO
Pt N°3	SO	SO	Eaux usées industrielles	Aucun (traités comme déchets dangereux)	SO	SO

3.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs opérationnels de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

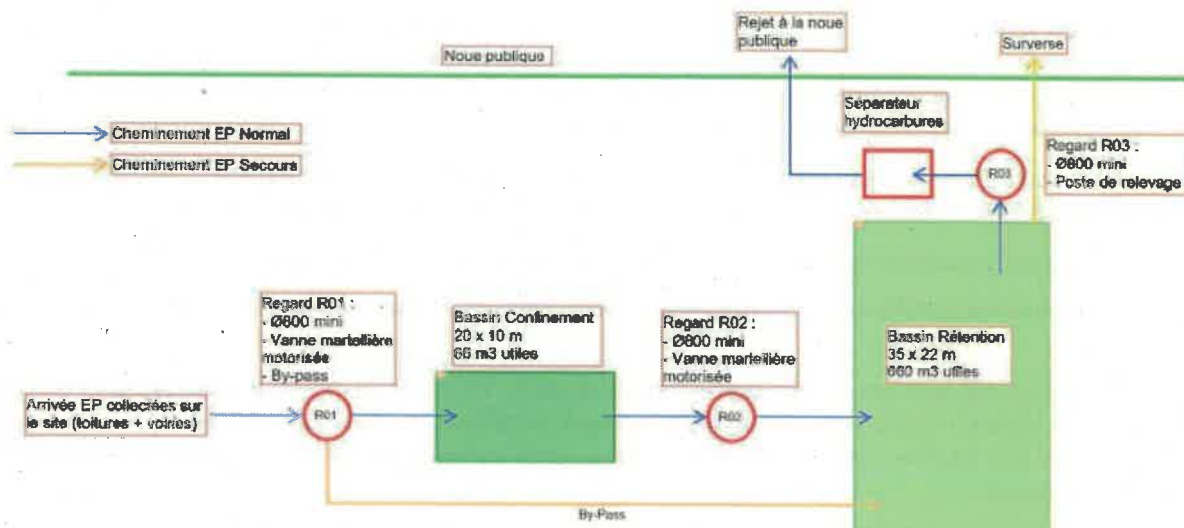
Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 31 000m².

Rejet dans le milieu naturel par infiltration des eaux pluviales

Le principe général de la gestion des eaux pluviales est rappelé dans le schéma suivant :



Les eaux pluviales de voirie sont canalisées sur le site ; elles transitent successivement par 2 bassins étanches (d'un volume de 66 m³ et de 660m³) puis par un séparateur d'hydrocarbures (6 l/s) avant rejet au milieu naturel (noue publique).

Les eaux pluviales de toiture, non susceptibles d'être polluées, suivent le même cheminement.

Le rejet des eaux dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008) ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 100 mg/l (NFT 90 105) si le flux journalier maximal n'excède pas 15 kg/j ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 300 mg/l (NF T 90 101) si le flux journalier maximal n'excède pas 100 kg/j ;
- le teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 30 kg/j ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114) ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur.

Les dispositifs épuratoires ainsi que les ouvrages de gestion des eaux font l'objet d'un entretien régulier (à minima annuel) visant à maintenir les performances de ces équipements.

La vidange du bassin de 660m³ s'effectue à débit régulé maximum de 5,89 l/s vers la noue publique.

Un dossier de récolement de tous les ouvrages concourant à la gestion des eaux pluviales est transmis à la DREAL, copie police de l'eau de la DDTM, à l'issue des travaux.

Précisions sur le fonctionnement des ouvrages

Bassin de confinement

- Le bassin de confinement est prévu en cas de déversement accidentel de pollution sur le site (hors incendie)
- En cas de déversement accidentel de liquide polluant, il permet de contenir la pollution. Pour cela, la vanne motorisée en aval du bassin est fermée le temps de récupérer la pollution dans le bassin de confinement. Une fois l'ensemble des eaux polluées recueillies, la vanne en amont dudit bassin est fermée afin de contenir la pollution.
- Afin de permettre la continuité du dispositif d'évacuation des eaux pluviales en attendant la vidange du bassin de confinement, il est mis en place un by-pass.
- Le by-pass permet de shunter le bassin de confinement lorsque celui contient des eaux polluées pour assurer la continuité du rejet des eaux pluviales vers le bassin de rétention.
- Le by-pass est réalisé par d'un côté la mise en place d'une vanne motorisée en amont du bassin de confinement et d'un jeu altimétrique des fils d'eau des réseaux

La surverse

- Il s'agit d'un dispositif de sécurité en cas d'une pluie d'occurrence supérieure à 30 ans.
- Le rejet par la surverse vers la noue est prévu sans passage par le séparateur hydrocarbures qui en cas d'utilisation de la surverse est déjà saturé
- la surverse est implantée 5 à 10 cm au-dessus du niveau des plus hautes eaux.

Rejet dans une station collective des eaux usées et des eaux vanes

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.2.4 Consommation d'eau spécifique

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Cette consommation spécifique est limitée à 8 l/m²/FR (litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage).

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement
- les eaux de lavage des sols ;

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux pluviales, et les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

3.2.5 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.).

Article 3.3 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.3.1 Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les 10 ans.

Cette surveillance porte à minima sur les substances suivantes (selon le rapport de base KALIES KAR21.22 du 18/02/22) : - chlorure de zinc

- métaux lourds (Cd, Pb, Cu, Sb, Sn et Zn)

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

3.3.2 Surveillance des eaux de surface

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètres	Localisation du point de mesure	Fréquence de mesure
PH, MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures	Au niveau de la sortie du débourbeur	1 fois par an

TITRE 4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES

Article 4.1 Mesures compensatoires non liées à des autorisations embarquées

L'exploitant met en oeuvre les mesures suivantes.

4.1.1 Mesures d'évitement

Mesure d'évitement n°1 : absence d'utilisation de produits phytosanitaires

Objectif de la mesure : développement de la faune et de la flore locales

Résumé de la mesure : techniques « douces » préférées, avec 6 à 8 tontes par an

Évaluation de la mesure : inventaire floristique et entomologique

Référentiel : mesure E1 de l'étude d'impact

4.1.2 Mesures de réduction

Mesure de réduction n°1 : implantation de haies champêtres

Objectif de la mesure : permettre la circulation des différentes espèces

Résumé de la mesure : mise en place d'une haie de 250m linéaires au nord du site

Évaluation de la mesure : suivi de la mesure à N0, N+5, N+10

Référentiel : mesure R1 de l'étude d'impact

Mesure de réduction n°2 : implantation d'hibernaculæ

Objectif de la mesure : implantation d'abris pour la faune avant la phase travaux

Résumé de la mesure : mise en place de 3 hibernaculæ en lisière de haies

Évaluation de la mesure : suivi de la mesure à N0, N+5, N+10

Référentiel : mesure R2 de l'étude d'impact

Mesure de réduction n°3 : phasage des travaux dans le temps

Objectif de la mesure : éviter la destruction de nids et/ou œufs d'oiseaux protégés et/ou patrimoniaux.

Résumé de la mesure : mise en œuvre d'un calendrier de terrassement et de travaux pour la prise en compte des périodes de nidification et regroupement des oiseaux. Les travaux de terrassements ne peuvent commencer qu'au plus tôt le 1^{er} juillet et doivent être suspendus au plus tard le 30 mars.

Évaluation de la mesure : registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue.

Référentiel : mesure R3 de l'étude d'impact

Figure 33. Localisation des mesures de réduction



Article 4.2 Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires. Un suivi écologique durant la phase chantier est mis en place par l'exploitant.

TITRE 5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 5.1 Niveaux acoustiques

5.1.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans.

Article 5.3 Limitation des émissions lumineuses

En phase de construction, les émissions lumineuses se limitent aux phares des engins et véhicules présents sur le site, ainsi qu'aux dispositifs d'éclairage des équipements nécessaires à la bonne réalisation du chantier (bungalow de chantier, grue, etc.).

En phase d'exploitation, les zones extérieures (voiries et zones de stockage extérieures) sont éclairées afin de sécuriser les biens et les personnes du site.

Article 5.4 Insertion paysagère

Les mesures de réduction R1 (plantation de haies champêtres au nord du site) et R2 (pose de 3 hibernaculæ sur le site) sont réalisées au plus tard à la mise en service de l'installation.

TITRE 6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 6.1 Conception des installations

6.1.1 Organisation générale de l'établissement

Le site dispose d'une clôture de 2m sur tout son périmètre.

L'établissement est organisé de la façon suivante :

Lieu	Activité
Bâtiment industriel	1 hall de stockage amont (pour le matériel noir à traiter)
	1 hall de fabrication (zone process) en parois REI 120 comprenant : - une ligne de prétraitement avec 13 cuves de 41m ³ ; - un creuset de galvanisation de 41m ³ (avec zinc en fusion) ; - différentes utilités (local cuves d'acides, local filtres à manches, local chaudière, station de traitement du bain de fluxage...)
	1 hall de stockage aval (pour le matériel blanc traité)
	1 zone de bureaux, laboratoire, local maintenance, local transformateur

6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales des zones sont rappelées ci après :

Bâtiments	Hauteur au faitage (en m)	Nature de parois	Nature de la couverture	Commentaires
Zone Galvanisation				
Zone Galvanisation	17	Mur béton préfabrique REI 120 + Bardage métallique simple peau	Complexe de couverture bac acier - isolant + étanchéité bicouche	Zone Galvanisation globale
Atelier prétraitement	11,99	Voile béton armé sur hauteur 3,80 m + panneau sandwich sur 8,19 m	Panneau sandwich	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Local Chaudière / Storage	3,8	Mur maçonné REI 60	Plancher béton REI 60	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Local Flux	3,8	Mur maçonné REI 60	Plancher béton REI 60	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Local Air comprimé	3,2	Mur maçonné REI 120	Plancher Béton poutrelles - hourdis REI 120	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Local Chaudière	3,2	Mur maçonné REI 120	Plancher Béton poutrelles - hourdis REI 120	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Local électrique	3,2	Mur maçonné REI 120	Plancher Béton poutrelles - hourdis REI 120	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Zone stockage acide	17	Voiles béton armé (pour rétention)	Pas de couverture (couverture de la zone Galvanisation)	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Zone Bain de zinc	17	Voiles béton armé (pour rétention)	Pas de couverture (couverture de la zone Galvanisation)	à l'intérieur de la zone Galvanisation
Zone stockage acide				
Zone stockage	7	Bardage métallique double peau (plateau de bardage + isolant + tôle extérieure métallique de parement)	Complexe de couverture bac acier - isolant + étanchéité bicouche	Zone Stockage globale
Local transformateur / TGBT	3,2	Murs maçonnés	Plancher béton poutrelles - hourdis	A l'intérieur de la zone Stockage
Local Informatique n°1	3,2	Murs maçonnés	Plancher béton poutrelles - hourdis	A l'intérieur de la zone Stockage
Local Poubelle	3,2	Murs maçonnés	Plancher béton poutrelles - hourdis	A l'intérieur de la zone Stockage
Zone Maintenance				
Aire de dépôtage	7,5	Bardage métallique double peau (plateau de bardage + isolant + tôle extérieure métallique de parement)	Complexe de couverture bac acier - isolant + étanchéité bicouche	
Extérieur				
Abri bennes	6	Bardage métallique simple peau	Complexe de couverture bac acier - isolant + étanchéité bicouche	Extérieur

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.3 Désenfumage

La surface utile des DENFC est de 2 % de la surface de chaque canton sans excéder 6 m² par exutoires.

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement (en entrée du local ou à proximité des accès). Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

6.1.4 Organisation des stockages

Le stockage de l'acide chlorhydrique s'effectue dans une zone avec des voiles en béton armé. Il contient de 3 cuves de 50 m³ :

- 1 cuve de HCl à 31 % (neuf);
- 2 cuves de HCl à 8 % (déchet).

Le stockage des matières premières pour le pré-traitement s'effectue dans un local REI60. Les acides et les bases sont stockés de manière distincte et sur des rétentions séparées.

Le stockage des matières premières pour la galvanisation se situe dans une zone à proximité du bain de zinc.

Le stockage des matières combustibles dans la zone de galvanisation est interdit.

Le stockage des palettes de bois se situe en extérieur à une distance suffisante des parois de toutes installations, et à minima à une distance de plus de 10 mètres. L'aire de stockage extérieure est identifiée et clairement délimitée sur le site.

Le stockage des déchets divers (bennes des cendres d'écumage du bain de zinc, bennes à poussières des filtres à manche,...) se situe en extérieur à une distance suffisante des parois de toutes installations. Ce stockage est sous abri.

Le stockage du « produit blanc » (caillebotis revêtu de zinc) s'effectue en extérieur, sur une plateforme imperméabilisée.

6.1.5 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.1.2 et 5.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.

6.1.6 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le chauffage des cuves est effectué uniquement par eau chaude, l'utilisation de résistance électrique n'est pas autorisée.

Pour les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion, les installations électriques sont, notamment, exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 31/03/1980.

Dans la zone procédé de galvanisation, (zone coupe feu du procédé), les locaux électriques sont situés dans un local technique avec murs séparatifs REI 120 et porte EI 120 munies de ferme porte et sont suffisamment ventilés.

Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe ou aux traitements électrolytiques) sont installés dans ces locaux. A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique).

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

6.1.7 Contrôle électrique et de terre

Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

Le contrôle des installations électriques est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Le contrôle des prises de terre est réalisé à cette occasion.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.8 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les engins de secours peuvent accéder au site par l'entrée principale de l'établissement au niveau du Boulevard Jean-Charles Contel. Un accès secondaire est également possible au niveau du Boulevard Jean-Charles Contel.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

6.1.9 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. A cet effet, l'installation dispose notamment des rétentions suivantes :

	Zone de l'installation	Volume de la rétention (en m3)	Détection
Annexe du bâtiment industriel	Aire de dépotage / empotage de l'acide chlorhydrique	30 m ³	Sonde de niveau
Bâtiment industriel	Zone de stockage de l'acide chlorhydrique	75 m ³	Sonde de niveau, de type interrupteur à flotteur
	Ligne de prétraitement :		Sonde de niveau, de type interrupteur à flotteur
	• décapage acide (amont) : 2 cuves de 41 m ³	41 m ³	
	• décapage basique : 3 cuves de 41 m ³	61,5 m ³	

	Zone de l'installation	Volume de la rétention (en m ³)	Détection
	Décapage acide (aval) + fluxage : 8 cuves de 41 m ³	164 m ³	Sonde de niveau, de type interrupteur à flotteur
	Creuset de galvanisation	41 m ³	Sondes électromagnétiques

Le plan des rétentions figure en annexe 4 du présent arrêté préfectoral.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir collecter les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. La gestion de ces liquides respecte les dispositions du présent arrêté.

Le transport des produits ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En cas d'incident ou d'accident, La gestion de ces produits ou matières respecte les dispositions du présent arrêté.

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et sont effectués en application de consignes particulières.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le confinement des eaux incendie est effectué dans un bassin recueillant gravitairement les eaux d'extinction d'un volume disponible en permanence de 413 m³ (selon le calcul D9A).

6.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

Les tuyauteries et capacités sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Les tuyauteries sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

Article 6.2 Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Les principaux locaux à risques de l'établissement sont rappelés en annexe 5.

6.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

En complément, l'exploitant tient à jour un inventaire des substances dangereuses présentes au sein de l'établissement. Cet inventaire, actualisé quotidiennement, est tenu à la disposition de l'administration et des services d'intervention et de secours.

6.2.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, portes coupe-feu, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

6.2.4 Dispositions d'exploitation

La ligne de prétraitement, composée de 13 cuves d'une capacité unitaire de 41 m³, est située dans une enceinte close. Les bains dans les cuves sont aqueux, sans solvant. Le process nécessite une température des bains d'environ 40°C à 70°C (pour 8 cuves), assurée par un réseau d'eau chaude fournie par la chaudière à gaz. Chaque cuve de bain actif est équipée d'une sonde de température. En cas d'augmentation de la température, une alarme se déclenche dans l'atelier (ou est reportée sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

Toutes les cuves, y compris les cuves de rinçage mort, sont équipées d'un système de détection mécanique de niveau haut, avec report d'alarme dans l'atelier (ou report sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

En sortie de prétraitement, les pièces passent dans un séchoir électrique d'une puissance de 300 kW, afin d'éviter les explosions dues à la vaporisation instantanée de l'eau lors de l'immersion de la pièce dans le bain de zinc.

La ligne de galvanisation, composée d'un bain de zinc maintenu à une température de 450°C, est dans une enceinte équipée d'un extracteur d'air associée à un filtre à manches, avec injection de neutralit (silicate d'aluminium). Le bain est chauffé par induction électrique. La ligne de galvanisation dispose d'un suivi de température avec seuils d'alarme et de déclenchement. Une procédure décrit la démarche à suivre en cas de déclenchement. Elle dispose également d'une détection de fuite à chaque angle bas du creuset avec alarme sonore et/ou visuelle. Une procédure décrit la démarche en cas de déclenchement.

Le suivi qualitatif des différents bains est assuré quotidiennement par le laboratoire de site et l'automate de suivi des bains.

Rétention

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

Toute détection de liquide déclenche une alarme dans l'atelier (ou report sur l'astreinte hors périodes ouvrables).

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Identification des produits

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Etat des stocks

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

En cas de perte de l'alimentation électrique sur le site, l'exploitant est en mesure de fournir un état des stocks des produits dangereux détenus dans un délai raisonnable.

Ventilation des bâtiments

La zone de prétraitement est dans une enceinte maintenue en dépression. L'air est traité par un laveur de gaz avant rejet par une cheminée en toiture.

La zone de galvanisation (avec le bain de zinc) ne comporte aucun matériau combustible à proximité. Le creuset de zinc à une température d'environ 450°C est dans une enceinte équipée d'un extracteur d'air associée à un filtre à manches. Un système de décolmatage automatique permet d'assurer l'efficacité du traitement. Une mesure de colmatage régulière permet de détecter les fuites. Le rejet atmosphérique s'effectue par une cheminée en toiture.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement font l'objet d'un suivi périodique.

Locaux à risques

Conformément à l'étude des dangers, différents locaux à risques sont identifiés dans l'installation :

Local chaufferie

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de galvanisation.

Ce local est REI120 (mur et porte).

Ce local est muni d'une ventilation en parties haute et basse.

Ce local est équipé d'une vanne de sectionnement (à l'extérieur du local).

Local électrique

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de galvanisation.

Ce local est REI120 (mur et porte).

Ce local est à accès restreint et fait l'objet de vérifications électriques annuelles (notamment Q18 et Q19).

Un arrêt d'urgence est situé en façade externe du local.

Local air comprimé

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de galvanisation.

Ce local est REI120 (mur et porte).

Local produits chimiques

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de galvanisation.

Ce local est REI60 (mur et porte).

Local de la station de traitement fluxage

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de galvanisation.

Ce local est REI60 (mur et porte).

Local TGBT

Ce local est situé à l'intérieur de la zone de stockage.

Ce local est en mur maçonné.

Ce local est protégé par la pose de parafoudres (conformément à l'analyse du risque foudre réalisée selon l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié).

Zone de charge

La zone de charge des charriots électriques ne contient aucune matière combustible.

Une procédure interne, affichée notamment au niveau de la zone de charges, définit ce périmètre d'exclusion.

Détection incendie

Dans la zone du creuset de zinc, dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface et dans le local transformateur, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Ce dispositif de détection incendie actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains...). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant, notamment en dehors des heures ouvrées. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle de l'ensemble des détecteurs. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens suivants :

- une réserve d'eau de 360 m³ permettant d'alimenter un réseau de 3 poteaux incendie en aspiration. Ces poteaux incendie sont distants de 100 mètres au maximum du bâtiment. Cette réserve est commune avec le site LE CAILLEBOTIS DIAMOND. L'exploitant s'assure régulièrement de la disponibilité de cette réserve, du fonctionnement du surpresseur et de la capacité du réseau incendie. Les poteaux doivent délivrer à minima un débit d'eau de 90m³/h. En cas d'indisponibilité de la réserve, l'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires pour assurer la défense incendie de son établissement ;
- un groupe électrogène permettant d'assurer une alimentation électrique du site en cas de coupure des énergies.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- un poteau incendie localisé sur le boulevard Jean-Charles Contel, distant de moins de 100 mètres du bâtiment.

Ces moyens sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels en vigueur.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

6.3.2 Plan d'intervention

L'exploitant met en place, avant la mise en service de l'installation, un plan d'intervention détaillant les éléments suivants :

- la présentation générale de l'établissement ;
- la situation géographique ;
- l'évaluation des risques ;
- le plan de localisation des produits dangereux ;
- le recensement des moyens ;
- le plan et les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la conduite à tenir en cas de fuites sur les cuves, de départ de feu, de pollution accidentelle, d'explosion, de fuite de gaz,.... ;
- les contacts pendant et en dehors des heures ouvrées ;
- le schéma d'alerte ;
- l'organisation des secours.

L'exploitant tient à jour ce document.

Le plan d'intervention est transmis aux services d'intervention et de secours (ainsi que lors de ses mises à jour).

Ce plan est testé à des intervalles réguliers n'excédant pas trois ans.

TITRE 7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 7.1 Conception des installations

Aucune opération de traitement des déchets n'est autorisée sur le site.

Article 7.2 Production de déchets sur site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes (liste non exhaustive) :

Nature des déchets	Code des déchets	Mode de stockage
Déchets dangereux		
Rinçage morts acide enrichis en Fe	10 01 11*	Réservoir aérien
Rinçage morts acide enrichis en Zn	10 01 11*	Réservoir aérien
Boues de filtration fluxage	11 01 09*	Benne
Poussières filtres à manches galvanisation	11 05 03*	Benne
Huiles usagées	13 02 08*	IBC
Emballages vides souillés	15 01 10*	Palox
Boues des séparateurs hydrocarbures	13 05 03*	Camion hydrocureur
DIB	20 01 15*	Bac spécifique
Déchets non dangereux		
Poussières filtres à manches découpe polyester	15 01 06	Bac spécifique
Zinc usagé (mattes)	10 05 01	Benne
Métaux ferreux	20 01 40	Benne
Métaux non ferreux	20 01 40	Benne
Déchets d'emballage	15 01 06	Bac spécifique
Palettes bois réformées	20 01 38	Benne
Piles et accumulateurs	16 06 04	Bac spécifique

Article 7.3 Limitation du stockage sur site

Les déchets font l'objet d'une élimination régulière par l'exploitant.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Zinc en lingots : 200 t Mattes : 40 t Bain de zinc : 293 t Métaux ferreux : 1 benne DIB : 1 benne Palettes bois réformées : 1 benne
Produits/ Déchets dangereux	Acide chlorhydrique : 58 t Dégraissant alcalin : 4 t Matière première de fluxage : 5t Bains actifs de dégraissage alcalin : 100 t Bains actifs de décapage acide : 440 t Rinçage mort alcalin : 43 t Rinçage mort acide : 135 t Bains actifs de fluxage : 53 t Déchets « boues de fluxage » : 3 t Huiles usagées : 2 000 l

TITRE 8 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 8.1 Principes de l'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en oeuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 8.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 8.3 Contenu du programme d'autosurveillance

8.3.1 Dispositions générales

L'exploitant effectue sous sa responsabilité et à sa charge une surveillance de ses émissions comprenant les mesures et analyses définies ci-dessous (polluants et périodicité).

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté. Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

8.3.2 Autosurveillance des eaux de process

Un prélèvement est réalisé tous les mois afin de s'assurer de la qualité des bains de traitements, et en particulier de la teneur en acide chlorhydrique du bain de décapage.

Un prélèvement est réalisé avant chaque première évacuation de déchets (à des fins de caractérisation), des effluents de la chaîne de décapage stockés dans les cuves prévues à cet effet, conformément à la réglementation sur les déchets en vigueur.

Ces mesures et analyses peuvent être effectuées par l'exploitant (laboratoire) ou par un organisme extérieur.

Les résultats des analyses sont archivés sur un support prévu à cet effet, et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.3 Autosurveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des émissions atmosphériques porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des équipements ;
- les valeurs limites d'émissions; soit par une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 2.2.2 ci-dessus au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations; soit par estimation de ces émissions à partir de mesures d'ambiance réalisée à l'intérieur de l'atelier autour de la chaîne de traitement; ces dispositions étant réalisées en tant que de besoin, autant que nécessaire.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

La surveillance des émissions atmosphériques est réalisée dans l'environnement dans les conditions définies à l'article 2.3.1

La surveillance environnementale est réalisée dans l'environnement dans les conditions définies à l'article 2.4.4.

8.3.4 Autosurveillance des prélèvements d'eau

La consommation d'eau de l'ensemble du site est enregistrée annuellement.

La consommation spécifique visée à l'article 3.2.4 ci-dessus est calculée annuellement par l'exploitant. Les éléments justificatifs de ce calcul sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.5 Autosurveillance des eaux pluviales

Les mesures de surveillance de la qualité des eaux pluviales rejetées portent sur la température, le pH, la DCO, les MES et les hydrocarbures totaux. Elles sont réalisées suivant une périodicité annuelle, sur des échantillons ponctuels. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

8.3.6 Autosurveillance des niveaux sonores

Une campagne de mesures des niveaux sonores en limites d'exploitation et des émergences dans les zones à émergence réglementée est effectuée tous les 3 ans. Les mesures sont réalisées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

8.3.7 Autosurveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base prévu par le 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

8.3.8 Autosurveillance des mesures d'évitement, de réduction et de suivi

L'exploitant effectue chaque année un bilan des mesures visées aux articles 4.1.1 et 4.1.2.

Article 8.4 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Sauf mentions contraires, les résultats d'analyses, enregistrements et rapports imposés dans le présent titre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5 Déclaration GERP

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées sa consommation d'eau, ses émissions de flux de polluants et ses déchets produits, en fonction des seuils définis par cet arrêté.

Article 8.6 Bilan environnemental (IED)

En application de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions demandée aux articles 8.3.1 à 8.3.8 accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés :

- respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées,
- respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation,
- synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu,
- bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines,
- plan d'actions.

TITRE 9 DISPOSITIONS FINALES

Article 9.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 9.2 Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen.

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 9.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée en mairie de Glos du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Glos du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Glos ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9.4 Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la société CSE LICHTGITTER et dont une copie sera adressée au maire de Glos.

Fait à Caen, le 15 mars 2023

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Florence BESSY

Une copie du présent arrêté est adressée :

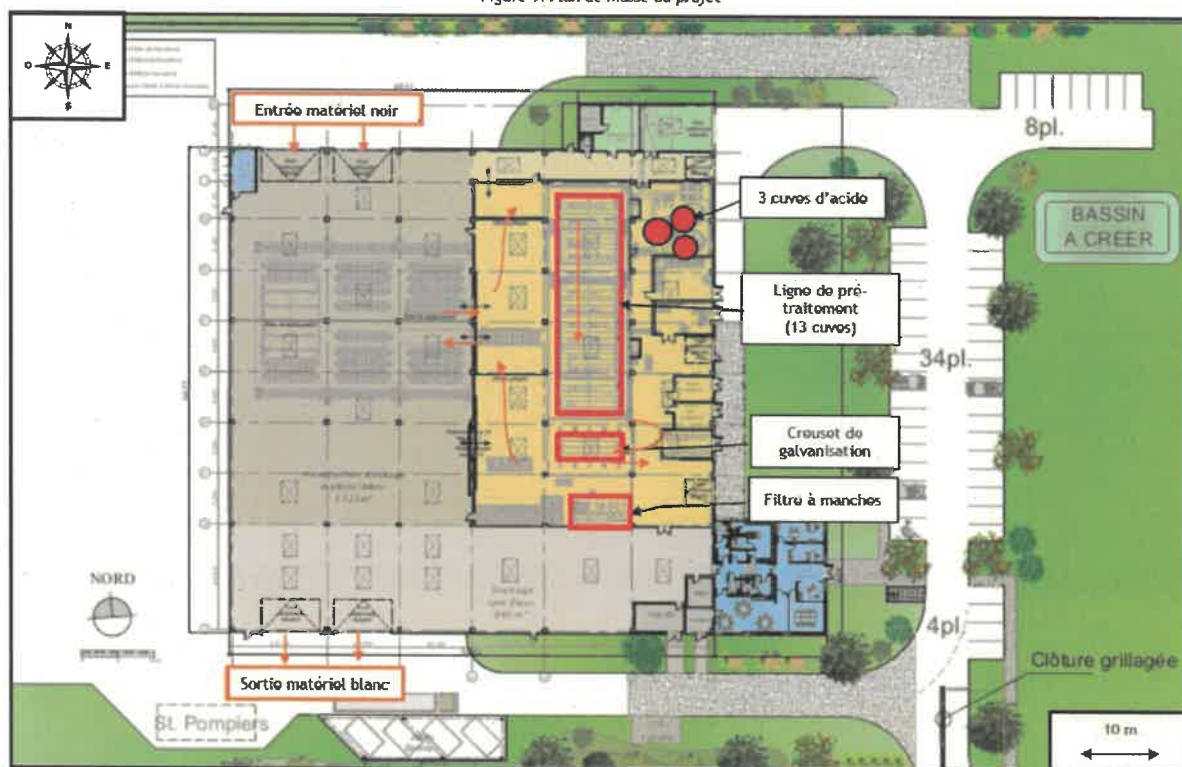
- au maire de Glos ;
- au directeur de la société CSEL LICHTGITTER ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie,
- au chef de l'unité bi-départementale du Calvados et de la Manche – DREAL Normandie.

ANNEXE 1

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Glos

Vue d'ensemble

Figure 9. Plan de masse du projet

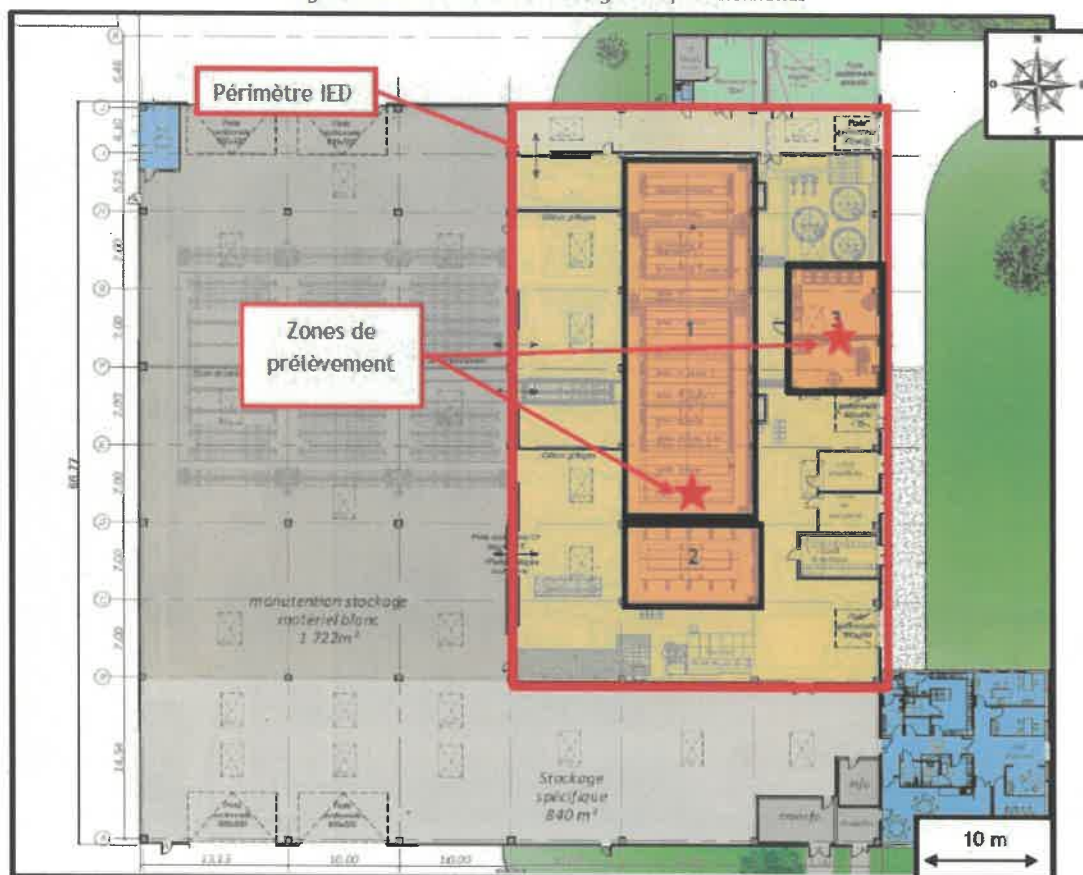


ANNEXE 2

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Glos

Périmètre IED

Figure 10. Localisation des investigations prévisionnelles



ANNEXE 3

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Glos

Conduits de rejet

Figure 38. Localisation des sources



ANNEXE 4

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Glos

Rétentions du site

Figure 12. Localisation de la zone de stockage de l'HCL



ANNEXE 5

à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de galvanisation à chaud sur la commune de Glos

Locaux à risques

